

## Entretien avec Paola Testori Coggi

# «Une plate-forme européenne pour lutter contre l'obésité»

À l'occasion du forum sur la sécurité alimentaire organisé cette semaine par le CIES, Paola Testori Coggi, directrice de la sécurité alimentaire à la Commission européenne, demande des efforts en matière de lutte contre l'obésité.



>>> Les actions des industriels contre l'obésité seront évaluées **PUBLIQUEMENT.**

**LSA – Vous clôturez cette semaine un débat sur la sécurité alimentaire devant les grands patrons du secteur. Que voulez-vous leur dire ?**

**Paola Testori Coggi** – En matière de sécurité alimentaire, les entreprises européennes sont dans l'ensemble suffisamment sensibilisées depuis les crises des années 1990 et la refonte législative des années 2000. Je vais donc leur parler d'obésité, car nous avons lancé une "plate-forme européenne pour la diète, le style de vie et la santé". Elle réunit industriels, distributeurs et agriculteurs pour les pousser à décider d'actions volontaires, qui seront discutées et évaluées publiquement avec les associations de consommateurs et de santé publique. Les autorités nationales y participent en tant qu'observatrices. Nous partons donc sur la base de ce qui existe en 2005 et nous les poussons chaque année à faire quelque

chose de plus, tout en évaluant l'efficacité des nouvelles mesures. Par exemple, l'industrie des soft-drinks vient de publier un code de bonne conduite stipulant qu'elle allait s'interdire de vendre ses produits dans les écoles, et limiter la publicité aux enfants. L'industrie devra aussi évaluer si cela entraîne effectivement un impact positif.

**LSA – Votre rôle est ici surtout incitatif mais, depuis 2001, la Food Law vous permet aussi de contraindre...**

**P. T. C.** – Cette loi recouvre trois domaines. Les obligations et prescriptions, soit l'ensemble des obligations de base en matière de sécurité alimentaire pour tous les acteurs, de la fourche à la fourchette. L'Autorité alimentaire, une instance scientifique qui produit des avis. Et les mesures d'urgence, un système d'alerte qui relie toutes les autorités nationales pour que l'information passe au plus vite. Elles permettent donc

d'alerter mais, surtout, d'intervenir. Ainsi, lorsque le soudan, un colorant dangereux pour la santé, a été repéré dans les sauces piquantes venues du Moyen-Orient il y a deux ans, nous avons très vite imposé des tests réguliers de tous les piments aux postes frontière. La Food Law change donc les choses dans la mesure où elle oblige les opérateurs à signifier toute contamination ou infraction.

**LSA – Vous avez aussi un grand rôle à jouer au niveau international...**

**P. T. C.** – Nous avons en effet des règles assez sévères et, les estimant les meilleurs, nous cherchons à promouvoir nos standards au niveau mondial. Mais nous ne pouvons pas non plus fermer nos marchés. Les Américains considèrent ainsi qu'il n'est pas utile de faire figurer la présence d'OGM sur les étiquettes, car ils les considèrent comme un ingrédient quelconque. Nous devons donc en permanence nous défendre contre les attaques des pays extérieurs, d'autant que les enjeux commerciaux sont considérables.

**LSA – La grippe aviaire doit rythmer vos journées actuellement...**

**P. T. C.** – Oui, nous venons de passer une directive renforcée en décembre. Nous avons ordonné l'interdiction de toutes les importations en provenance des pays à

risque de l'Extrême et du Moyen-Orient. Il n'y a donc pas de danger pour le moment sur les produits avicoles proposés en Europe. Et s'il y en avait un demain, nous avons préétabli un ensemble de règles qui s'appliqueraient immédiatement, du type isolation du foyer infecté et destruction de tous les oiseaux, confinement et stricte surveillance de toutes les volailles dans un périmètre de 3 à 10 kilomètres, etc. Mais le plus préoccupant, ce sont les oiseaux migrateurs. Leur retour d'Afrique au printemps devra être surveillé de près, car le niveau de vigilance n'y est pas très élevé.

**LSA – La prolifération des cultures d'OGM fait aussi beaucoup débat au sein de l'Europe. Qu'en pensez-vous ?**

**P. T. C.** – Notre politique est désormais d'autoriser la mise sur le marché des OGM, après avoir établi une législation très stricte en 2004, notamment en matière d'étiquetage. Les OGM sont présents depuis 1996 dans le maïs et le soja destinés aux animaux. Il en existe aussi dans la nourriture humaine mais très peu, vu les résistances des consommateurs en la matière. Il n'y a pourtant aucun risque pour ceux qui sont autorisés. D'ailleurs, le reste du monde, Américains en tête, nous attaque en permanence sur le sujet car nous avons la législation la plus stricte.

PROPOS RECUEILLIS PAR S. LÉCLUSE